

Lindley Couronne, directeur de DIS-MOI

« Le racisme reste une plaie béante en Afrique du Sud »

Le directeur de DIS-MOI s'était récemment rendu en Afrique du Sud pour des raisons familiales. Il en a profité pour rencontrer des défenseurs des droits humains de la région et discuter de la situation sociopolitique.

Propos recueillis par Jean-Laurent Moothooveeren

> Comment se déroule la vie en Afrique du Sud ces temps-ci ?

D'abord, laissez-moi vous dire que j'ai un faible pour ce pays, surtout depuis 1994 et la fin de ce système inique qu'était l'apartheid, la ségrégation raciale institutionnalisée en 1948. De fait, l'on ne devrait pas s'étonner que le pays soit en 'équilibre instable' et cela, pour de longues années encore. Divers indicateurs en sont révélateurs.

> De quels indicateurs parlez-vous ?

L'Afrique du Sud est, avec Madagascar, le pays que je connais le mieux dans la région. Donc quand j'y vais, je suis assez sensible à la *human rights atmosphere*, comme on dit. Les temps sont difficiles ces temps-ci en Afrique du Sud : de multiples manifestations, des révoltes estudiantines, des grèves des mineurs et, pendant que j'y étais, deux épisodes de racisme blanc et noir assez édifiants. De plus, le chômage est passé à 27% avec son lot de conséquences : insécurité, vols.

> Selon vous, pourquoi le pays n'a-t-il pu vraiment 'décoller' ?

Seuls les tenants de l'angélisme pouvaient croire qu'il suffisait de rétablir la loi de la majorité et d'abolir l'apartheid pour transformer l'Afrique du Sud en un pays stable. Ce géant de l'Afrique souffre d'un niveau d'inégalité extrême systémique, héritage de l'apartheid. Et même avec les meilleurs politiciens au monde – hélas, ce n'est pas le cas ! – cela prendra quelques générations pour redresser le pays. Cette inégalité est toujours présente et flagrante.

> Vous semblez mettre tout sur le dos de l'apartheid. Quid des gouvernements démocratiquement élus depuis 1994 ?

Non, ce n'est pas ce que j'affirme. Il ne faut pas avoir peur de dire que l'African National Congress (ANC) a été une déception à divers égards. L'ANC est tout de même au pouvoir depuis près d'un quart de siècle. Je dirai donc qu'il y a une responsabilité partagée, un mélange de l'héritage structurel de l'apartheid et d'un système éducatif assez pauvre. Plus de la moitié des jeunes âgés entre 15 et 35 ans n'ont pas complété l'éducation secondaire. Le gouvernement, dans son plan national de développement, avait parlé de réduire le taux de chômage à 14% « *by 2020* ». C'est un lourd échec !

> Quelles sont les images qui vous ont le plus marqué durant votre séjour ?

Je reste surpris par la méfiance entre les communautés et le cloisonnement exacerbé. Le racisme reste une plaie en Afrique du Sud. Il y a eu deux épisodes très significatifs. D'abord, il y a eu la juge Mabel Jansen, une blanche, qui a provoqué un tollé en livrant son état d'esprit sur Facebook. En gros, elle disait que la majorité des noirs violent leurs enfants et que l'inceste est endémique dans la communauté noire, et qu'elle les perçoit comme des « monstres ». Elle ajoute qu'elle est fatiguée d'entendre et de voir ces cas en cour. Qu'une jeune puisse s'exprimer ainsi, même si c'était une communication sur Facebook, est extraordinaire ! Elle a été évidemment suspendue et la Toile s'est enflammée avec des



Le parti du tribun populiste et transfuge de l'ANC, Julius Malema, avait promis de perturber le discours sur l'état de la nation du président Jacob Zuma.



réactions raciales extrêmes. Le deuxième épisode a été une serveuse blanche insultée par des clients noirs dans un restaurant. Ashleigh Schultz, une Sud-africaine de 24 ans, travaillait dans un café et s'occupait de plusieurs clients, dont Ntlozo Qwabé. Au moment de récupérer l'addition, la jeune femme s'est rendu compte que l'homme n'avait pas laissé de pourboire, comme le veut la coutume, mais un morceau de papier sur lequel on pouvait lire : « *Nous te donnerons un pourboire le jour où tu nous rendras notre terre.* » Un autre tollé donc, car la fille est blanche et Qwabé un noir...

> Le pays est-il toujours aussi divisé ?

J'étais avec un ami écrivain, Frank Malaba (un noir) Américain d'origine zimbabwéenne vivant en Afrique du Sud. À un moment, un jeune toxicomane (blanc) est venu vers nous pour nous demander à manger : une scène que j'ai vécue assez souvent

durant mon séjour. Nous l'avons conduit à un restaurant, avons commandé un plat et demandé à la serveuse (blanche) de le lui servir. J'ai été surpris qu'elle soit si émue de notre action et elle m'a dit : « *Let me give you a hug.* » Donc, oui ! Le racisme est encore une plaie béante en Afrique du Sud, mais il y a des miracles de coexistence et de tolérance un peu partout.

> On sent que vous aimez ce pays !

J'adore l'Afrique du Sud. Cape Town où j'ai été, est, selon moi, la plus belle ville du Sud. Le pays sort d'un système barbare où l'amour pouvait vous conduire en prison (*Mixed Marriages Act*). On ne sort pas d'un tel système intact et ce pays, malgré ses innombrables contradictions, ces *townships* dégradants qui entourent Cape Town, va s'en sortir. L'État a entamé une politique de relogement autour des *townships*, mais cela va trop lentement, évidemment...

> Quid de DIS-MOI ? On ne vous a pas entendu durant les remous qui ont secoué l'organisation.

Le nouveau président, Roshan Rajroop, a expliqué ce qu'il y avait à expliquer dans une interview. Je n'ai rien d'autre à ajouter, sinon que c'est la preuve que l'organisation se développe à grande vitesse. Nous n'existons que depuis trois ans, nous nous sommes développés avec très peu de moyens financiers. Nous ne sommes pas parfaits, tant s'en faut, au niveau du développement organisationnel. J'ai confiance que le conseil administratif saura faire de DIS-MOI l'ONG des droits humains de référence pour la région.

> Le mot de la fin...

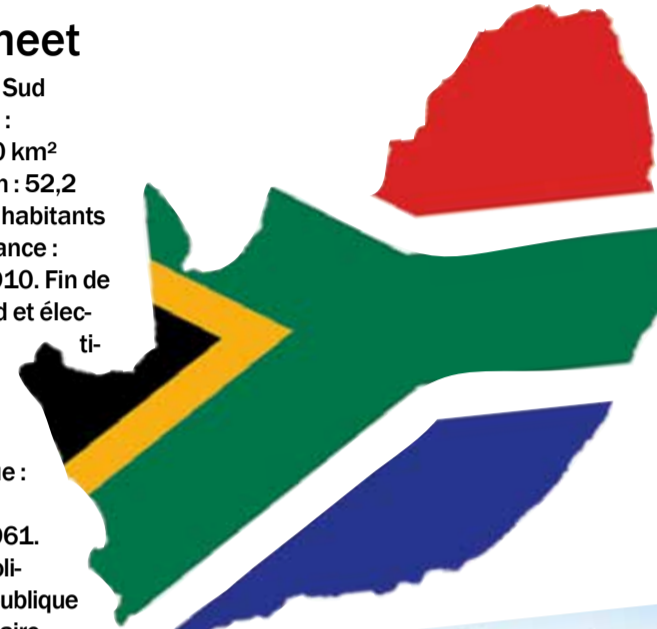
Mon séjour m'a permis de constater que les ONG des droits humains en Afrique du Sud s'intéressent énormément à l'action de DIS-MOI. Il y a un travail commun de défense des droits humains à faire dans le Sud-Ouest de l'océan Indien qui s'annonce passionnant.

L'Afrique du Sud, un géant en proie au doute

Fact Sheet

L'Afrique du Sud

- Superficie : 1 221 040 km²
- Population : 52,2 millions d'habitants
- Indépendance : 31 mai 1910. Fin de l'apartheid et élections multiraciales depuis 1994.
- République : depuis le 31 mai 1961.
- Régime politique : République parlementaire.
- Chef d'État : président Jacob ZUMA (depuis le 9 mai 2009); vice-président Matamela Cyril RAMAPHOSA (depuis le 26 mai 2014). (Le président est à la fois chef de l'État et chef du gouvernement.)
- Villes : Pretoria (capitale administrative), Le Cap (cap. législative), Bloemfontein (cap. judiciaire), Johannesburg, centre économique et industriel.
- Espérance de vie : femmes : 58,1 ans hommes : 54,2 ans
- Ethnies : Bantous, Zoulous, Xhosas, communautés blanche (9,5 %) et indienne (2,5 %).
- Langues : onze langues officielles : anglais, afrikaans, zoulou, xhosa et sept autres.
- Alphabétisation : 93 %



Développement humain : 118^e / 187 pays (PNUD 2014).

- Classement liberté de la presse 2015 de RSF : 39^e rang en 2015.
- Baromètre sur la corruption de Transparency International : 67^e rang en 2014.
- Indice de développement humain : 118^e rang dans l'indice de développement 2014, du PNUD.
- Rule of Law Index : 39^e rang (sur 102) en 2015 dans la rubrique « *Fundamental Rights* ».

INFORMATIONS

NOUS SOMMES MAINTENANT ARRIVÉS À NOTRE
DEUXIÈME SESSION DE FORMATION EN DROITS
HUMAINS ET CITOYENNETÉ PRÉVUE POUR LE
SAMEDI 28 MAI 2016 DE 09.30-12.00 JUSQU'AU
SAMEDI 18 JUIN 2016.

NOUS COMPTONS À CE JOUR 192 CITOYENS QUI
SONT MAINTENANT AU COURANT DE LEURS DROITS



DISMOI (Droits humains-Océan Indien) est une organisation non gouvernementale qui aide à promouvoir la culture des droits humains dans la région du Sud-Ouest de l'océan Indien, notamment les Seychelles, Maurice, Rodrigues, Madagascar et les Comores. Fondée en 2012, l'organisation milite pour la défense et l'enseignement des droits humains.

DIS-MOI - 11 BROAD AVENUE, BELLE-ROSE, QUATRE-BORNES TEL : 466 5673
INFO@DISMOI.ORG - HTTP://WWW.DISMOI.ORG

L'Afrique du Sud post-apartheid/post-Mandela

- 1989 : Frederik De Klerk succède à Pieter Botha à la présidence de la République. Négociations avec l'African National Congress (ANC).
- 1990 : libération de Nelson Mandela, leader de l'ANC emprisonné depuis 1962.
- 1991 : abolition des lois d'apartheid.
- 1994 : premières élections multiraciales gagnées par l'ANC. Mandela président.
- 1997 : première Constitution post-apartheid. Thabo Mbeki à la tête de l'ANC.
- 1999 : Thabo Mbeki, président de la République.
- 2003 : rapport de la Commission Vérité et Réconciliation. L'amnistie aux auteurs de violations des droits humains qui ont reconnu leurs crimes.
- 2004 : Thabo Mbeki réélu à la présidence.
- 2007 : Jacob Zuma élu à la tête de l'ANC.
- 2008 : Thabo Mbeki démissionne de la présidence, Kgalema Motlanthe, vice-président de l'ANC, assure l'intérim.
- 2009 : l'ANC remporte les législatives le 22 avril. Jacob Zuma à la présidence le 6 mai.
- 2011 : première économie du continent, l'Afrique du Sud intègre le groupe de pays émergents BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine).
- 2012 : en août, la police tire sur des mineurs grévistes à Marikana. Bilan : 34 morts et 78 blessés : crise sociale et politique.
- 2013 : Nelson Mandela meurt le 5 décembre, à l'âge de 95 ans. Le 20 décembre, le syndicat de la métallurgie, qui regroupe 300 000 ouvriers, retire son soutien à l'ANC aux élections.
- 2014
- 23 janvier : grèves généralisées dans les mines de platine.
- 3 février : ouverture du testament de Mandela.
- 8 mars : le gouvernement expulse le premier secrétaire de l'ambassade du Burundi à Pretoria. La veille, l'Afrique du Sud et le Rwanda avaient mutuellement expulsé des diplomates de leurs territoires respectifs, après l'attaque menée contre l'opposant et

- ex-chef d'état-major rwandais réfugié à Johannesburg, Faustin Kayumba Nyamwasa.
- 30 avril : une centaine d'imams autorisés à célébrer des mariages musulmans.
- 21 mai : Jacob Zuma reconduit à la présidence de l'Afrique du Sud. Le 25 mai, pour la première fois, le pays a un ministre des Finances noir, Nhlanelahle Nene.
- 24 juin : Accord salarial de trois ans signé par les trois premiers producteurs de platine mondiaux et le syndicat radical Amcu met fin à la grève des mineurs.
- 30 juin : le président Zuma donne jusqu'au 30 septembre à la commission d'enquête chargée de faire la lumière sur les événements de Marikana en août 2012. Relance du processus de compensation des populations noires expropriées sous l'apartheid.
- 29 juillet : 200 000 métallurgistes reprennent le travail après quatre semaines de grève.
- 13 août : vol d'essai du premier avion militaire made in Africa.
- 2015
- 10 avril : Goodwill Zwelithin, roi des Zoulous, et Edward Zuma, fils du président, appellent les étrangers à « faire leurs bagages et à quitter » l'Afrique du Sud, provoquant une vague de violences xénophobes à Durban et dans le Sud-Est. Le 21, l'armée déployée dans le township d'Alexandra pour aider la police à enrayer les violences.
- 21 juillet : 32 jeunes garçons morts et plus de 150 hospitalisés lors des cérémonies traditionnelles d'initiation. Les décès et infections dus à des circoncisions faites sans précaution d'hygiène.
- 16 décembre : manifestations dans le pays contre le président Zuma, accusé de mettre en avant ses intérêts personnels avant ceux du pays et d'appauvrir les Sud-Africains. Zuma change deux fois de ministre des Finances en une semaine, entraînant une panique sur les marchés et une chute du rand.
- 25 décembre : le ministère de l'Énergie donne son feu vert au programme nucléaire du pays, qui pourrait coûter jusqu'à US\$ 50 milliards.

DISCLAIMER

Les informations contenues dans ces deux pages n'engagent que l'association DIS-MOI (Droits humains océan Indien) et les intervenants. La reproduction, la diffusion et/ou la distribution de ces informations ne sont pas autorisées sans la permission de DIS-MOI.